

Centre Hospitalier de Dunkerque : La fermeture temporaire du TEP SCAN met les malades et les professionnels de santé dans une angoisse insupportable !

Dunkerque,

Le 12/04/2026,

Le TEP SCAN (permet d'observer le métabolisme des cellules) est un outil de pointe indispensable sur un territoire durement frappé par les cancers liés à l'amiante et à la pollution.

En effet, le Dunkerquois affiche des taux de mortalité par cancer significativement supérieurs à la moyenne nationale - en particulier pour les cancers broncho-pulmonaires, pleuraux (mésothéliomes) et vésicaux, pathologies directement imputables aux expositions professionnelles et environnementales chroniques.

Dans ce contexte, l'implantation d'un service de médecine nucléaire doté d'un équipement TEP SCAN au CHD constituait une nécessité médicale absolue pour assurer une prise en charge de qualité des patients du territoire. C'est une cause que l'ARDEVA et l'ANDEVA ont soutenu dès l'origine, aux côtés des usagers et des élus locaux parmi lesquels Michel DELEBARRE.

Aujourd'hui, c'est 3 300 TEP SCANS qui sont réalisés par an.

- **Quand la technocratie et la logique de gestion prennent le pas sur la qualité des soins : les malades et les professionnels de santé trinquent !**

Que le système de santé puisse être lucratif est une vision qui s'est imposée depuis un bon moment, portée par des gouvernements libéraux et dont, il faut bien le dire, les gouvernements du mandat Hollande ont été des fers de lance.

Dès lors, la lente mais efficace stratégie de déconstruction de l'hôpital public s'est mise en place et l'on a pu très vite en mesurer les effets : manque de personnel, fermeture de lits, réorganisation des activités, organisation des filières de soins public/privé.

Ça n'est pas pour le bien du malade, du corps médical et des professionnels de santé : c'est la dictature du ratio et de la gestion, l'injonction de faire plus avec moins de moyens.

Cadrage budgétaire, cadrage administratif : les Agences Régionales de Santé deviennent des gendarmes qui se moquent bien de la santé du citoyen ! Dans les hôpitaux, des directions sont composées de technocrates aux ordres de l'ARS. Elles sont bien loin de la réalité des fonctionnements des services et de la dimension humaine pourtant indispensables à la conciliation des impératifs de gestion, d'une prise en charge de qualité des malades, et de conditions de travail décentes pour le corps médical et soignant.

- **Que se passe-t-il avec le TEP SCAN implanté au CHD ?**

Un impératif juridique et administratif prévoit que seul un Groupement de Coopération Sanitaire peut exploiter le TEP SCAN, considéré depuis 2022 comme une activité de soins.

Le TEP SCAN du CHD est exploité dans le cadre d'un groupement d'intérêt économique associant deux médecins libéraux et le CHD.

La logique de l'évolution juridique sollicitée amenait à penser que la mutation en GCS se ferait en toute simplicité dans un contexte fluide et serein.

Cependant, le CHD a décidé de constituer le GCS avec une autre société libérale d'imagerie mais cette dernière ne dispose pas de l'autorisation permettant d'utiliser des produits radioactifs. Or, celle-ci est concomitante à l'autorisation délivrée par l'ARS, et relève de l'Autorité de Sécurité Nucléaire. Elle est nominative, et c'est aujourd'hui l'un des deux praticiens en place qui en est le titulaire.

Le nouveau GCS doit nécessairement obtenir cette autorisation et doit déposer un dossier !

- **Une situation de blocage prévisible qui pénalise les malades et un terrible constat !**

Il était évident que cette situation entraînerait une interruption du service de médecine nucléaire et une absence de continuité des soins.

C'est bien le cas, puisque vendredi 10 avril tôt le matin, la direction de l'hôpital a pris la décision de fermer le service. Les malades pour lesquels l'examen étaient programmés ont trouvé porte close : c'est inacceptable pour les patients et leurs familles.

Cette situation entache encore un peu plus l'image du service public hospitalier et le comble est que l'artisan de ce désastre est la direction de l'hôpital elle-même !

Les malades et la continuité des soins, sont ramenés à quantité négligeable alors que ce doit être eux la priorité. Au stress lié à l'examen, est venu s'ajouter le mépris et une forme de violence institutionnelle.

De telles pratiques sont également délétères en termes de management des équipes professionnelles alors que la perte de sens de leur mission est déjà tellement présente en raison du manque de moyens.

- **Que faire ?**

L'ARS aurait pu surseoir à statuer, organiser la continuité des soins et permettre la prise en charge des malades de manière fluide et concertée.

Son absence de réponse est finalement révélatrice de sa mission et de son sens du service public.

Il nous reste à espérer que le Président du Conseil de Surveillance du CHD, Maire de Dunkerque et Président de la CUD se saisisse de cette situation préoccupante et fasse bénéficier au territoire de sa proximité avec la majorité gouvernementale pour interpeller la Ministre de la Santé et exiger une solution rapide et efficace.

Le groupe Dunkerque Populaire et La France insoumise à Dunkerque, attachés au service public, à la santé et au respect des citoyens resteront engagés sur ce dossier et suivront de près son évolution.

Damien LACROIX,
Conseiller municipal d'opposition
du groupe Dunkerque Populaire !



Contact : dunkerquepopulaire@gmail.com